

Des troubles sociaux ont éclaté dans de nombreux pays du monde

Les manifestations populaires à travers le monde nous forcent à réaliser que les solutions mondiales à la crise climatique nous obligent à lutter contre les inégalités croissantes et le manque d'accès des populations - y compris des peuples autochtones - à l'éducation, à la santé, à la nourriture et à l'eau. Les initiatives climatiques font partie de la solution, mais ces initiatives doivent avoir une approche fondée sur les droits.

Au Chili, en Équateur, à Porto Rico, au Liban, à Hong Kong et au Népal - qui ont connu leurs plus grandes manifestations populaires depuis 2006 pour avoir tenté d'abolir un système d'autonomie gouvernementale coutumière autochtone - les manifestations populaires ont obtenu des concessions de l'élite au pouvoir. Les raisons des protestations sont nombreuses, mais elles découlent toutes de l'obligation de s'attaquer aux structures créatrices d'inégalités.

Les plus riches du monde se sont enrichis au cours des dernières décennies, tandis que les plus pauvres se sont appauvris. Et l'inégalité croissante se produit malgré le fait qu'en 2015, le monde s'est mis d'accord sur un plan pour améliorer la vie de la population mondiale, sans laisser personne de côté.

Ces *Objectifs de Développement Durable* (ODD) ont identifié 17 domaines d'action qui, ensemble, créeront un développement durable pour les personnes et la planète, notamment l'élimination de la pauvreté, la réduction des inégalités et une meilleure gestion de l'environnement.

Cependant, après cinq ans, peu de progrès ont été réalisés dans les 17 régions et une grande partie des 476 millions de peuples autochtones du monde^{11,12} sont souvent discriminés ou même criminalisés et, dans le pire des cas, tués lorsqu'ils défendent leurs droits fonciers - contraire à l'objectif de l'objectif 16 des ODD: promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, fournir un accès à la justice pour tous et mettre en place des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux.

Néanmoins, la réunion d'évaluation des ODD de juillet 2019 a été marquée par des discours de félicitations et des présentations gouvernementales axées sur les progrès et les initiatives lancées. Le Chili a été présenté comme un exemple d'ODD et leurs rapports ont été accueillis par des applaudissements rugissants. Trois mois plus tard, des millions de Chiliens sont descendus dans la rue pour protester contre les inégalités croissantes et le manque de produits de première nécessité dans le pays.

Comment peut-il y avoir une telle disparité entre le récit présenté au niveau international et ce que les gens vivent au niveau national? Une partie de la réponse est qu'en se concentrant sur l'un des ODD, les gouvernements peuvent éviter d'être tenus responsables des 16 autres.

Bien que le Chili ait réussi à réduire le nombre de personnes vivant dans la pauvreté au cours de la dernière décennie, il reste l'un des pays les plus inégaux. De plus, de nombreuses personnes ont du mal à accéder aux produits de première nécessité. Le peuple mapuche fait partie des personnes touchées par ces changements, et lorsqu'il s'est opposé à cette évolution en défendant ses droits, il a été criminalisé et arrêté.

Au Chili, les protestations populaires ont forcé le président à déplacer la COP25 en Espagne afin qu'il puisse «*mettre les problèmes et les intérêts des Chiliens, leurs besoins, leurs désirs et leurs espoirs en premier*», ce qui implique que le gouvernement du Chili ne peut pas se concentrer sur la résolution de la crise climatique lorsque d'autres priorités sont plus aiguës.

Cependant, il est important de comprendre que «*l'inégalité sociale et la crise climatique proviennent de la même cause profonde*» que le *Climate Action Network* a écrit dans un communiqué de presse après la relocalisation de la COP.¹³

Nous ne pouvons donc pas résoudre un problème en fermant un œil après l'autre.

11. International Labour Organization (ILO). "Urgent action needed to tackle poverty and inequalities facing indigenous peoples." 3 February 2020: https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_735575/lang-en/index.htm

12. International Fund for Agricultural Development (IFAD). "Indigenous Peoples." Accessed 15 April 2020: <https://www.ifad.org/en/indigenous-peoples>

13. Climate Action Network. Press release: "Climate Action Network reacts to the decision by Chile to withdraw as host of COP25". 30 October 2019: <http://www.climatenetwork.org/press-release/climate-action-network-reacts-decision-chile-withdraw-host-cop25>

Source : IWGIA -*The Indigenous World* 2020

Dwayne Mamo

General Editor

Kathrin Wessendorf

Executive Director Copenhagen, April 2020

Traduction par le GITPA